

Le fil rouge

Le journal des communistes de Besançon
novembre 2014



distribution
militante

SERVICES PUBLICS
EN DANGER
Lire page 3

LA FINANCE ET LE MEDEF DOIVENT-ILS CONTINUER À DÉCIDER DE NOTRE VIE?

Dans le Fil Rouge de janvier 2013, nous écrivions à propos du gouvernement:

«Son plan d'austérité nous conduit droit dans le mur. À ce plan succèdera un autre plan. L'échec est inévitable! L'austérité réduit l'activité économique. C'est moins de pouvoir d'achat, moins de rentrée fiscale, plus de chômeurs à indemniser et au final, plus de dette.»

Deux ans plus tard, tout se vérifie, la France va effectivement dans le mur. La France, mais pas tous les français:

Au deuxième trimestre 2014 les actionnaires se sont partagés plus de 30 milliards d'euros soit une hausse de 30% par rapport au 2^e trimestre 2013. C'est en France que la rémunération distribuée aux actionnaires connaît la plus forte hausse, avec 40,7 milliards de dollars distribués, ce qui fait du pays le plus important payeur de dividendes en Europe. Tout ne va pas si mal pour tout le monde! C'est un record européen (en Europe, les dividendes n'ont progressé «que» de 18,2%). Ce qui n'empêche pas Pierre Gattaz, le patron des patrons, de réclamer à corps et à cris l'abaissement des charges sociales au prétexte de résoudre les difficultés des entreprises. Dur avec les petits à qui il bloque les salaires et les pensions de retraite, le gouvernement cède aux patrons du MEDEF: en 2014, 30 milliards supplémentaires leur seront versés, (ce qui porte à 200 milliards les aides versées par l'État aux entreprises chaque année), de quoi augmenter encore les dividendes des actionnaires et creuser la dette!

Le problème, c'est le coût du capital!

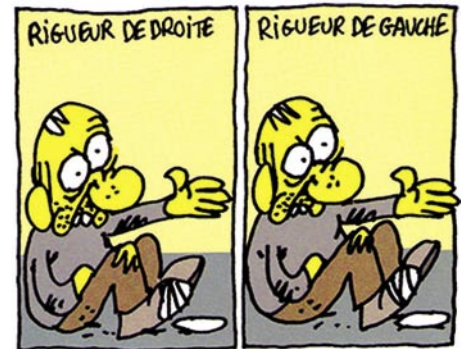
Selon les comptes de la Nation, les cotisations sociales versées par les entreprises se sont élevées en 2013 à 157,9 milliards pendant que 289,9 milliards allaient au capital (versements aux banques, dividendes versés aux actionnaires).

On peut faire autrement:

- mettre au pas la finance avec la création d'un pôle public financier qui investisse dans la production au lieu de spéculer, notamment en finançant les petites et moyennes entreprises, actuellement étranglées par les banques
- augmenter le pouvoir d'achat et développer l'investissement public pour relancer l'économie
- développer les services publics
- interdire les licenciements boursiers
- donner aux travailleurs un véritable pouvoir dans l'entreprise afin qu'ils puissent peser sur les choix stratégiques de l'entreprise (investissement, répartition des profits...)
- réindustrialiser le pays

Rien ne se fera sans vous:

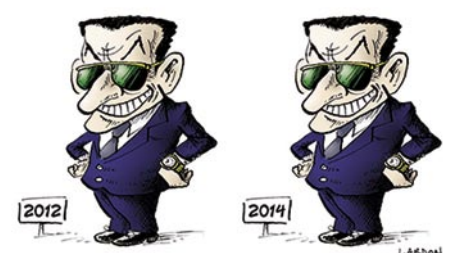
Le Parti Communiste travaille à unir autour d'un projet alternatif tous ceux qui s'opposent à la politique droite de Hollande et de Valls: Front de Gauche, Verts, frondeur du PS, citoyens, syndicalistes, militant-e-s associatifs... afin de construire une nouvelle majorité, bien à Gauche, celle-là! Une nouvelle majorité construite avec et pour le peuple. Rien ne pourra se faire sans une puissante intervention populaire.



Le patronat creuse le trou de la Sécu

La fraude aux cotisations sociales de certains patrons est à l'origine d'un manque à gagner de plus de 20 milliards d'euros par an, selon une étude réalisée par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos). C'est davantage que le déficit de la Sécu (16 milliards d'euros)! Le phénomène a pris une importance telle que la Cour des Comptes a jugé nécessaire de lui consacrer un chapitre entier dans son dernier rapport annuel sur les comptes de la Sécu. Ce qui n'empêche pas le Medef de prêcher des sacrifices pour les assurés sociaux afin de boucher le fameux «trou» de la Sécu... et le gouvernement Valls d'embrayer en proposant de réduire de moitié le congé parental et d'augmenter les cotisations des retraités.

LE JEU DES 7 ERREURS
SARKOZY REVIENT: "J'AI CHANGÉ..."



La parole à nos élu-e-s



SOLANGE JOLY

- **adjointe**
– Relations internationales
- **conseillère communautaire** (cagb)

contact : solange.joly@besancon.fr



CHRISTOPHE LIME

- **adjoint** – Eau et assainissement
- **conseiller communautaire délégué** (cagb) – gestion du patrimoine et des bâtiments

contact : christophe.lime@besancon.fr



THIBAUT BIZE

- **Conseiller délégué**
– Animations sportives
- **Conseiller communautaire** (cagb)
- **Vice-président du sybert**

contact : thibaut.bize@besancon.fr



LAETITIA SIMON

- **Conseillère déléguée**
– Personnes âgées & lien intergénérationnel, Conseil des Sages, CBJ
- **conseillère communautaire** (cagb)

contact : laetitia.simon@besancon.fr



ELSA MAILLOT

- **Conseillère déléguée**
– Lecture publique
- **vice-présidente** (cagb) – aménagement & développement numérique

contact : elsa.maillot@besancon.fr



ÉMILE BRIOT

- **Conseiller délégué**
– Sport & handicap
- **Conseiller communautaire** (cagb)

contact : emile.briot@besancon.fr

Les communes étranglées

Les communes doivent faire des coupes sombres dans leur budget 2015 et cela va continuer encore au moins 2 à 3 ans, nous dit-on. Les conséquences seront très vite visibles pour les citoyens bisontins.

Pour la ville de Besançon, l'État nous demande d'économiser, sur cette période **l'équivalent de 3 fois la rénovation de l'école Dürer à Planoise ou de 2 fois le réaménagement du pôle de Palente/ les Tilleuls (MJC et bibliothèque)**, tout ça pour qu'Hollande et Valls puissent offrir 50 milliards d'euros au grand patronat sans engagement sur l'emploi.

Des emplois en moins

Les communes devant réduire leurs investissements et la ville de Besançon ayant décidé de ne pas augmenter les impôts, ce sont des emplois qui ne seront pas créés. Les subventions de fonctionnement étant réduites, toutes les déléga-

tions devront faire des économies (culture, sport, associations, voirie, éducation, petite enfance...). **Les conséquences pour les bisontins seront bien réelles.**

Défendre le CCAS

Le centre communal d'action social a toujours mené une politique volontariste de prise en charge globale de la personne, de lutte contre l'isolement. Par un maillage du territoire, une mutualisation des moyens, le CCAS a une vision cohérente de la politique sociale à mener avec les antennes sociales de quartiers,

les Maisons de quartier, les logements foyers, le service d'aide à domicile, la maison des seniors, Agora, le Service d'Action Social... en lien avec l'État, le département, les bailleurs sociaux, les associations...). Le CCAS doit pouvoir maintenir ce travail de proximité. **Réduire l'aide sociale au moment où**

la précarité et la misère touchent de plus en plus de bisontin-e-s n'aurait pas de sens.

L'austérité, ça suffit

Les élu-e-s communistes dénoncent ces politiques d'austérité qui sont dures envers les faibles et faibles envers les forts et qui ne font qu'augmenter le chômage.

Nous dénonçons le pacte dit de « responsabilité » et le désengagement de l'État qui réduit de manière insupportable la dotation des collectivités locales. Il est impératif de changer de politique en France et en Europe afin qu'on arrête de faire payer la crise à ceux qui n'y sont pour rien. **Il faut organiser un vrai partage des richesses.** Nous avons voté une motion de l'AMF (association des maires de France) proposant un examen des réductions des dotations, un arrêt immédiat des transferts de charges de l'État vers les collectivités et une réunion urgente sur les politiques publiques. Cette motion a été acceptée au dernier conseil du Grand Besançon.



Vente directe de fruits et légumes : une 1^{re} dans le Doubs

La fédération PCF du Doubs a organisé une vente directe de fruits et légumes dans les quartiers populaires de Palente à Besançon et des Champs Montants à Audincourt.

Des militants bénévoles sont partis en camion dans le Vaucluse (à Malaucène) chercher une tonne et demi de produits de très bonne qualité (récoltés la veille). Aujourd'hui nombre d'agriculteurs se trouvent obligés de vendre leurs productions à des prix dérisoires aux centrales d'achats qui les revendent ensuite à des prix inabornables pour les plus modestes dont le pouvoir d'achat ne cesse de diminuer.

Avec cette opération les communistes ont voulu dénoncer les procédés des grandes surfaces, en permettant à ceux qui ont des fins de mois difficiles de pouvoir acheter des fruits et légumes de qualité à des prix accessibles et aux agriculteurs de vendre et valoriser leur production (à

noter que le PCF ne fait aucun bénéfice).

L'opération a été un succès puisque près d'une tonne et demi de prunes, nectarines et tomates ont été vendues en quelques heures et les quelques invendus ont été donnés au Secours Populaire. Chacun a pu repartir avec son panier et la conviction qu'en se passant des intermédiaires de la grande distribution, producteurs

comme consommateurs, tout le monde y gagne. **Comme quoi les actes valent parfois mieux que les longs discours.**

En tout cas une chose est certaine : cette opération qui était une 1^{re} dans le Doubs (Besançon-Palente et Audincourt-Champs Montants) ne sera pas la dernière et nous pensons même l'étendre à d'autres quartiers.



À peine installé, le stand a été pris d'assaut par les habitant-e-s de Palente, ravis d'une telle initiative.

SNCF

service public en danger !

La question des transports est stratégique pour un pays, tant sur le plan économique que social. Ce devrait être un des premiers devoirs de l'État d'assurer son développement et son financement.

Plutôt que de faire face à ses devoirs, l'État a contraint la SNCF à recourir à des emprunts en devises étrangères afin de construire des lignes à grande vitesse Paris/Lyon, Paris/Marseille, Paris/Bordeaux... De ce fait, la SNCF est devenue une entreprise très endettée. Déjà en 1995, sur un billet de train de 100 francs, 40 francs partaient dans les poches des banquiers. Du coup, la SNCF n'a pu réaliser les investissements nécessaires, ni même assurer l'entretien de ses installations.

Non à la privatisation !

Aujourd'hui, RFF et SNCF ouvrent le réseau voyageur aux transpor-

teurs privés pour toucher plus de péages, sans aucune obligation de service public. **Comme dans tous les Services Publics, dès que l'on fait rentrer des opérateurs privés, ceux-ci choisissent le plus rentable, ce qui appauvrit le service public. Au final, ce sont les usagers qui trinquent.**



La ligne dite « des hirondelles » et la ligne Dijon/Belfort (financées par la Région), qui sont et ne seront jamais rentables financièrement, risquent de se détériorer très vite. Leur fermeture est évoquée, réduction des crédits d'État aux collectivités locales obligent. Même la ligne

LGV Paris/Besançon n'est pas considérée comme suffisamment rentable pour RFF et SNCF.

En coupant la SNCF en 3, l'État prépare la privatisation qui sera néfaste pour les usagers, les collectivités locales et l'État. Cela veut dire aussi fermeture de gares, de guichets, de boutiques en ville et sécurité moins bonne.

Depuis 5 ans, le fret est ouvert à la concurrence. La SNCF est obligée de céder du fret au privé, ce qui représente un manque à gagner. L'arrivée du privé n'a pas permis d'augmenter le volume des marchandises sur le rail. Pour faire du fric, le privé privilégie les locos diesel très polluantes. C'est donc une opération négative pour l'environnement.

La grande grève des cheminots du printemps était légitime et défendait l'intérêt général.

FÊTE DE L'HUMA : LA GAUCHE QUI NE PERD PAS ESPOIR !



Un cru exceptionnel. Plus de 500 000 personnes rassemblées sur les 70 ha du parc de la Courneuve. Des centaines de milliers de

personnes en colère qui ne renoncent pas à leurs idées de gauche pour plus de justice et de mieux vivre, qui ne se résignent pas et qui portent l'espoir d'une société solidaire débarrassée de la dictature de la finance.

Toute la gauche qui s'oppose à la politique libérale et antisociale de Valls et Hollande s'est retrouvée à la fête. Le Parti Communiste veut construire une nouvelle majorité pour

mettre en place une vraie politique de gauche, cette fête de l'Huma en a posé les premières pierres.



L'avenir de la Palestine



Le député palestinien, incarcéré depuis 12 ans dans une prison de haute-sécurité israélienne, représente pour beaucoup en Palestine comme à travers le monde un grand espoir pour une solution pacifique avec la création d'un État palestinien vivant en paix au côté de l'État Israélien.

Il peut devenir le Nelson Mandela du Proche Orient. Encore faudrait-il qu'Israël renonce à l'option militaire qui mène à l'impasse et opte pour une solution pacifique.

La libération de Marwan représente donc un enjeu important. Il était à l'honneur à la fête de l'Huma où sa femme, Fadwa Barghouti a pris la parole sur la grande scène.



L'opposition au Traité Transatlantique, encore appelé TAFTA, se renforce. Le 12 octobre, La mobilisation organisée en France comme à Besançon a rassemblé des milliers de participants.



Négocié en secret, ce projet de traité est extrêmement dangereux. Une multinationale qui s'estimerait lésée par une décision prise par un État ou une collectivité pourrait les traduire devant un tribunal privé et faire annuler la décision. Par exemple, à Besançon, la distribution de l'eau est assurée par une régie municipale. Ce qui permet aux bisontin-e-s d'avoir l'eau la moins chère des villes de plus de 100 000 habitants. Avec ce traité, les groupes privés qui s'estimeraient lésés parce qu'ils n'ont pas accès au marché bisontin de l'eau pourraient attaquer la ville et obtenir la fin de la régie municipale. La loi française contre les OGM pourrait être remise en cause, de même que les services publics. Ce traité renforcerait à l'infini le pouvoir des multinationales au détriment des États et collectivités locales. Le conseil municipal de Besançon a voté une motion contre ce traité.

Autoroutes: l'arnaque !

Il faut renationaliser les sociétés d'autoroute. En 2005, la Droite a bradé nos autoroutes aux multinationales du bâtiment et travaux publics, alors qu'elles étaient largement amorties et allaient commencer à rapporter de l'argent à l'État. Depuis, les tarifs ne cessent d'augmenter et les multinationales ont dégagé des profits indécents: 15 milliards d'euros depuis la privatisation.

Les concessions prennent fin en 2032. À cette date, les prévisions officielles indiquent que ces sociétés auront engrangé 40 milliards d'euros de bénéfices, soit près de 3 fois le trou de la Sécu dont on nous rebat les oreilles. Voilà un bel exemple du coût du capital. Le 19 juin dernier, un projet de loi déposé par les sénateurs du Groupe Communiste et Républicain permettant d'engager la renationalisation des concessions d'autoroute a été repoussé par la Droite et les Socialistes.

Seuls les communistes et les écologistes ont voté pour. Les automobilistes vont continuer à payer pour gonfler les dividendes des actionnaires de Vinci et consort.

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, UN PARTI LIBRE POUR CONSTRUIRE UN MONDE JUSTE

Nom: adresse: Je décide d'être membre du PCF
téléphone: email: Je désire être informé(e) des initiatives du PCF



PCF, 59 rue des Flûtes Agasses, 25000 Besançon • t: 03 81 88 78 83 • f: 03 81 53 37 48 • pcf.doubs@gmail.com • pcf-doubs.fr